

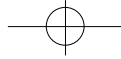
# QUELLE TURQUIE POUR QUELLE EUROPE ?

- LETTRE DE M<sup>ME</sup> MITTERRAND AUX EURODÉPUTÉS
- LA TURQUIE EN CHIFFRES
- SYSTEME POLITIQUE ET MÉDIA TURCS
- LE GOULAG TURC EN 10 PORTRAITS
- EXAMEN CRITIQUE DES ARGUMENTS TURCS
- A QUI PROFITERA L'UNION DOUANIERE ?
- DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES

*Dossier publié par*

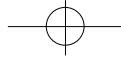
Le Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie  
avec la collaboration de l'Institut kurde de Paris et de la Fondation France-Libertés

Paris - Décembre 1995



**Ce dossier a été édité en allemand, en anglais et en français par**  
le *Comité international pour la libération des députés kurdes*  
*emprisonnés en Turquie* (CILDEKT)  
avec la collaboration de l'*Institut kurde de Paris* et de la *Fondation France-Libertés*,  
avec le concours de la *Fédération Internationale des Droits de l'Homme* (FIDH),  
de *Human Rights Watch* et de *Reporters sans Frontières*.

Le CILDEKT est organisme spécialisé dans la défense des prisonniers d'opinion  
en Turquie regroupant des comités nationaux établis en Allemagne, en France, en Norvège et en Suède.



# Lettre aux eurodéputés

*par*  
***Danielle MITTERRAND***

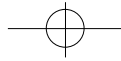
Vous connaissez l'intérêt que je porte depuis de nombreuses années au sort de la population kurde et les efforts que je déploie, avec d'autres O.N.G. françaises et occidentales de défense des droits de l'homme, pour sensibiliser l'opinion publique à cette question.

L'affaire des députés kurdes arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison pour délit d'opinion a ouvert une brèche dans le mur du silence entourant le terrible drame kurde en Turquie. Elle n'est malheureusement que la partie visible de l'iceberg de la politique turque de destruction et de dépeuplement du pays kurde, d'étouffement et d'élimination des élites politiques et culturelles kurdes. Il suffirait de passer deux jours dans ces provinces kurdes soumises au régime d'état d'urgence, à l'arbitraire total de l'armée et de la police, pour réaliser l'ampleur et l'intensité de l'oppression subie par cette population indigène. Sans s'y être rendu, M. Carnero Gonzales, rapporteur du Parlement européen, sur la base des témoignages recueillis à Ankara, relate dans son compte-rendu de mission des informations essentielles à ce sujet.

Longtemps indifférents, ou ne sachant pas comment raisonner leur allié turc, les gouvernements européens ont, dans l'ensemble, poursuivi jusqu'ici une politique de laissez-faire. Cependant, la vigilance démocratique des euro-députés, touchés notamment par le sort réservé à leurs collègues kurdes, a permis une avancée substantielle en liant la ratification éventuelle de l'union douanière à la satisfaction de certaines conditions en matière de respect des droits de l'homme et de libertés démocratiques.

Le Parlement européen qui, depuis des années, votait des résolutions sans impact pratique sur le problème kurde ou sur Chypre, dispose enfin, grâce à la question de l'union douanière, d'un moyen de pression véritable et exceptionnel pour essayer d'améliorer la situation en Turquie, en particulier le sort dramatique de ses 15 millions de Kurdes. Outre, les considérations humanitaires, nous ne devrions pas perdre de vue le fait que la situation kurde est une véritable poudrière pour la Turquie et la région, et aussi pour la paix en Europe dans la mesure où l'Union européenne abrite 3 millions de Kurdes et de Turcs vivant au diapason de leur pays d'origine. Quand on sait les conséquences dramatiques pour le Proche-Orient et pour l'Occident du non règlement à temps du problème palestinien, concernant une population beaucoup moins nombreuse, on peut facilement prévoir les dangers d'un pourrissement du problème kurde en Turquie.

C'est pourquoi, contrairement à nombre de nos gouvernants qui pensent en terme de marchés et d'intérêts politiques à court terme, je suis de l'avis que le Parlement européen doit reporter son vote de six mois ou un an, mettre en place une mission de bons offices pour amorcer un processus de dialogue en vue d'un règlement pacifique du problème kurde dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes. Ce

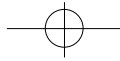


problème est la clé de voûte de la démocratisation en Turquie et la source de la plupart des difficultés actuelles de ce pays. Vos collègues espagnols, belges, britanniques, italiens ou finlandais qui ont l'expérience de problèmes de minorités pourraient peut-être faire profiter les Turcs de leur savoir-faire et les aider à surmonter leur paranoïa du séparatisme. Car les Kurdes de Turquie, que je connais depuis tant d'années, dans leur quasi-totalité, n'aspirent qu'à la libre expression de leur identité et à un certain degré d'autonomie ne remettant pas en cause les frontières existantes. Une dynamique de paix obligerait le PKK à déposer progressivement les armes, sinon il serait rapidement marginalisé comme l'ETA en Espagne.

Le vote de l'union douanière dans les conditions actuelles, comme le souligne à juste titre votre rapporteur, M. Carnero Gonzales, serait une *"grave erreur"*. L'opinion démocratique européenne sera vivement déçue. Il en ira de même de vrais démocrates kurdes et turcs chez qui vos prises de position en faveur de la démocratie ont suscité tant d'espoirs et de reconnaissance. Les autorités turques n'ayant, hormis quelques mesures cosmétiques, satisfait aucune des principales exigences avancées depuis bientôt un an par votre Parlement, une ratification hâtive ne peut que nuire gravement à votre propre crédibilité en Europe et aux yeux des Turcs eux-mêmes. L'attitude du Parti républicain du peuple, qui dans le contexte turc, semble le plus proche de nos conceptions démocratiques, ne doit pas nous égarer. Ce parti qui participe depuis 1991 à la coalition gouvernementale a hélas surtout servi à celle-ci d'alibi démocratique et de caution de gauche. Malgré ses états d'âme et son discours démocratique, il a dû couvrir l'implacable politique de destruction de plus de 3000 villages kurdes, de déplacements forcés de 3 millions de civils kurdes et de toutes ces violations massives des violations des droits de l'homme que vous connaissez par ailleurs (des milliers d'assassinats "mystérieux" de civils par des escadrons de la mort de la police, des centaines de mort sous la torture, exécutions extra-judiciaires et disparitions, près de 12 000 prisonniers politiques condamnés et détenus dans des conditions indignes d'un Etat de Droit). Ce parti a-t-il agi, comme semble le suggérer l'ancien président du Parlement, M. Cindoruk, dans l'espoir de limiter les dégâts et sauver le pays d'une dictature d'extrême droite, c'est possible; mais les résultats sont là. Il a perdu son âme et une large partie de sa crédibilité auprès de ses électeurs kurdes et des démocrates kurdes; il risque fort de ne pas franchir la barre des 10% de suffrages aux prochaines élections et de ne plus être représentés au Parlement. Les Européens auraient alors bonne mine d'avoir en fin de compte facilité l'émergence d'une alliance autoritaire, voire fascisante, regroupant derrière le visage souriant de Mme Çiller, de chefs de police, des généraux, l'extrême droite néofasciste du Colonel Türkes et les forces les plus rétrogrades, affairistes et ultra-nationalistes du pays. Si certains ne veulent plus écouter les cris de souffrance de la population kurde, qu'ils écoutent au moins les appels de l'ancien président du Parlement dénonçant la mise en place d'un État policier, le péril d'un régime *"ultra-nationaliste à la Serbe"* dirigé par Mme Çiller. Quand le secrétaire général du CHP lui-même, commentant la déclaration récente de son président, M. Baykal sur la mainmise de l'extrême droite sur l'appareil d'État, affirme que Mme Çiller est *"le cheval de Troie"* de l'extrême droite fasciste, ne restons pas sourds à cette alerte, même si, dans le même temps, par nationalisme ou par orgueil national, les mêmes vous appellent aussi à voter dès à présent en faveur de l'union douanière.

Que le chantage à l'islamisme, ou les considérations stratégiques évoquées à cette occasion ne nous impressionnent pas! La Turquie est une alliée militaire stratégique de l'Occident, certes, c'est même pour cela qu'elle fait partie de l'OTAN et tire une très large rente de situation, en termes d'aide militaire, de cette alliance. Avec ou sans l'union douanière, elle continuera d'en faire partie car c'est dans son intérêt et même si, en raison de son conflit kurde et de son instabilité politique, la fiabilité militaire de cette alliée est de plus en plus entamée, nos gouvernements continueront leurs relations militaro-stratégiques avec la Turquie. Vous pouvez en être sûrs.

L'argument de l'union douanière comme *"encouragement"* à la démocratisation ne vaut guère mieux. Car on ne cesse de l'utiliser depuis 1949 pour maintenir la Turquie au sein du Conseil de l'Europe, avec les



résultats que vous savez dans le domaine des droits de l'homme! Une fois l'union douanière votée, les résolutions et encouragements du Parlement européen n'auront pas plus d'impact que ceux prodigués jusqu'ici sans effet par le malheureux Conseil de l'Europe, qui a perdu dans l'affaire turque de sa crédibilité politique et morale. Et vous êtes bien placés pour savoir l'effet des résolutions précédentes du Parlement européen sur les dirigeants d'Ankara.

Quant au péril islamiste, comme l'analysent si bien votre rapporteur et celui de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, il a des causes politiques, économiques et morales internes, notamment la guerre du Kurdistan, marginalisant, condamnant à la misère des millions de citoyens du pays. Tout en brandissant cette menace, le gouvernement turc ne cesse d'ailleurs pas d'encourager, voire de "*sponsoriser les activités islamistes comme antidote au nationalisme kurde*" comme le relève le rapport du Sénat américain. Le vote du Parlement européen ne pourrait, dans ce contexte, avoir qu'une incidence limitée sur l'audience des islamistes. Et les Turcs sont économiquement et militairement trop dépendants de l'Occident pour chercher on ne sait quelle alternative à l'Est, vu l'état déplorable de leurs relations avec les États de la région et vu surtout le fait que leurs seuls voisins terrestres en Asie mineure sont en fait les Kurdes peuplant de part et d'autre les frontières de la Turquie avec l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'Arménie.

En conclusion, je dirai que le refus ou le report de la ratification de l'union douanière donne un moyen de pression exceptionnel pour susciter une évolution démocratique en Turquie. Sachons l'utiliser pour instaurer la paix et une véritable démocratie dans ce pays que nous aimons avec ses Kurdes et ses Turcs, qui a besoin de l'Europe comme l'Europe a besoin de lui. Un vote de refus incitera, je l'espère, les responsables turcs à remettre en cause leur intolérable politique kurde. Un vote positif, dans les circonstances actuelles, serait perçu comme une abdication morale par l'immense majorité de nos citoyens, sensibles au sort des Kurdes et à la situation intolérable des droits de l'homme en Turquie. En revanche, un report de vote permettrait au Parlement européen de préserver l'avenir et de jouer un rôle positif dans la construction de la paix et de la démocratie dans ce pays. La Turquie sera bienvenue quand elle aura réglé son problème kurde, rétabli la paix et la stabilité chez elle. Tout comme après la nuit noire de la dictature franquiste, la Communauté européenne, que ses pères ont conçu comme un espace de paix, de démocratie de respect d'autrui, a su accueillir l'Espagne démocratique respectueuse de sa diversité, l'Union européenne saura, le moment venu, faire toute sa place à une Turquie démocratique, ayant assuré la paix chez elle, assumant sa diversité culturelle et linguistique, garantissant le droit à l'identité de ses citoyens kurdes.

Suivant, souvent au jour le jour, la situation dans ce pays qui me tient à coeur, en contact avec nombre d'O.N.G. des droits de l'homme européennes, turques, et kurdes impliquées en Turquie, je tenais, avant le vote important du Parlement européen vous faire part de mes réflexions sur ce sujet.

Dans l'espoir qu'elles seront utiles à votre information, je tiens à vous assurer, Madame, Monsieur, de mes sentiments les meilleurs.

*Danielle Mitterrand*

